

Quatre cents élèves au restaurant scolaire

Dans le premier point effectué avec les élus chargés des affaires scolaires, l'adjoint Michel Padonou et le conseiller Dominique Mazaléyrat, le bilan de la rentrée avait été évoqué, avec notamment l'ouverture d'une nouvelle classe à l'école primaire. Aujourd'hui, c'est de la restauration scolaire dont il est question. Une restauration qui permet à près de 400 enfants de déjeuner chaque jour. Ce qui n'était pas sans poser quelques problèmes en terme d'organisation afin que tous les élèves mangent dans les temps.

Pablo-Neruda : tarifs des repas à revoir

Le bruit avait même couru au sujet d'un agrandissement du restaurant. Pour Michel Padonou il y avait d'autres solutions. « Nous avons acheté un service de deux heures à la so-



Le restaurant scolaire accueille entre 380 et 400 enfants tous les jours.

ciété, il fallait donc utiliser tout ce temps pour plus de rationalité. Ainsi, le service commence dès 11 h 35 avec les maternelles pour se terminer à 13 h 30 avec les derniers élèves qui finissent à 13 h 15. Nous avons travaillé sur les flux et les temps d'admission. Il y a eu une réunion

avec tous les utilisateurs du restaurant et tout le monde semble satisfait », affirme l'adjoint qui compte organiser une réunion par trimestre pour faire le point.

Les collégiens de La Ville-aux-Dames qui déjeunent au collège Pablo-Neruda, paient leur repas plus cher que les élèves

de Saint-Pierre sous prétexte qu'ils sont hors commune (le collège est situé sur le territoire de Saint-Pierre). Michel Padonou n'est pas d'accord, « il n'y a pas de raison qu'il y ait une différence car c'est le collège de secteur pour La Ville-aux-Dames. Nous allons réunir toutes les parties, conseil général, les parents d'élèves et la ville de Saint-Pierre, pour examiner la situation qui est inacceptable. Nous l'avons d'ailleurs dit au conseil général. Ce dernier a affirmé, dernièrement, avoir les moyens de prendre en charge la confection des repas », disent les élus locaux. La situation devrait donc évoluer dans le bon sens. Tout comme les affaires scolaires en général « dont nous voulons rationaliser les moyens avec un programme de travaux de réflexion sur 5 ans », concluent les deux élus.